

L'action est alignée avec l'**Agenda 2030**, le Plan d'Action Genre III (GAPIII 2021-2025), la **stratégie numérique de l'UE** et les objectifs du Digital4Development (D4D) hub, ainsi qu'avec le **Pacte mondial sur les migrations**. Cette action contribuera principalement à la réalisation de l'**ODD 16** (paix, justice et institutions efficaces), mais également des **ODDs 1** (pas de pauvreté), **4** (Éducation de qualité), **5** (égalité entre les sexes), **8** (travail décent et croissance économique) et **10** (inégalités réduites). Au sein de la **stratégie globale avec l'Afrique**, cette action s'inscrit dans le cadre des priorités de paix et gouvernance, transformation numérique, migration et mobilité et croissance et emplois durables.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Djibouti est **un pays d'une importance cruciale au point de vue géostratégique dans la région**. Sa situation géographique à la pointe de la Corne de l'Afrique et à l'entrée de la mer Rouge, couplée à ses ports et ses zones franches, lui confèrent un rôle clé dans toute la région en matière économique et commerciale. Djibouti joue aussi un rôle dans la dynamique migratoire et est un partenaire solide dans la lutte contre la piraterie maritime et le terrorisme. Ceci a accru l'attractivité de Djibouti pour les forces militaires engagées dans la lutte contre la piraterie maritime et l'islamisme radical. Djibouti a ratifié la quasi-totalité des conventions internationales à l'exception de la convention sur les droits des travailleurs migrants et les membres de leurs familles et la convention contre les disparitions forcées.

Djibouti est un pays à revenu intermédiaire avec un PIB par habitant de 3 044 USD (courants)¹. En 2021, la croissance sera moindre qu'espérée suite à la diminution de l'activité économique liée principalement à la pandémie de la COVID-19 et à la crise éthiopienne (croissance attendue à 1% du PIB en 2020² et 4% du PIB en 2021³ pour un PIB proche de 7% de 2013 à 2019⁴). Le développement économique du pays repose sur une stratégie ambitieuse d'intégration économique avec l'Éthiopie (dont dépend 30% de l'activité économique et 28 000 emplois) et au-delà, avec les pays de l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Par ailleurs, le pays est confronté à bon nombre de défis de nature macro-économique, à commencer par le niveau de sa **dette publique** liée principalement à des **prêts chinois**. En raison de la pandémie actuelle, les experts estiment que la dette publique extérieure et la dette garantie par l'État diminueront plus lentement que prévu. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), Djibouti devrait accélérer les réformes pour faciliter la transition vers une croissance mieux partagée, tirée par le secteur privé, afin de créer des emplois et réduire la pauvreté (décembre 2021). Dans ce contexte, il est aussi essentiel de souligner que les inégalités de genre sont encore importantes notamment en ce qui concerne l'emploi, le taux d'activité et l'accès à l'éducation. De plus, ces disparités sont plus importantes dans les régions.

Djibouti constitue un hub de stabilité dans une région marquée par l'instabilité. **Préserver la stabilité politique de Djibouti**, en renforçant les capacités de l'État à administrer son territoire et sa population de façon transparente, démocratique et apaisée, demeure donc une grande priorité pour l'UE et la *Team Europe*.

Dans le cadre du second plan qui concrétise la **vision Djibouti 2035**, intitulé « Plan National de Développement - inclusion – connectivité – institution » (ICI) 2020-2024 », le gouvernement s'est fixé 5 priorités : i) Paix et Unité nationale, ii) Bonne Gouvernance, iii) Économie diversifiée et compétitive, avec comme moteur le secteur privé, iv) Consolidation du capital humain, v) Intégration régionale et Coopération internationale.

Par ailleurs, depuis la réélection du Président Guelleh en avril 2021 et la formation du nouveau gouvernement, **l'économie numérique est devenue une priorité nationale**. Cela s'est notamment traduit par la création d'un nouveau ministère de l'économie numérique et de l'innovation (MENI), l'adoption d'un Schéma stratégique intégré (SSI) sur le secteur des technologies de l'information et de la communication, la création de l'ANSIE (l'agence nationale de système d'information de l'État) et d'un portail numérique.

¹ Rapport de suivi Banque Mondiale – 2019

² Données déclaration FMI décembre 2021

³ Idem

⁴ Banque mondiale 2021